

Communes de Châtenay-Malabry, Châtillon-sous-Bagneux, Clamart,
Fontenay-aux-Roses, le Plessis-Robinson, Sceaux



E. GULDNER

Maître des Requêtes
au Conseil d'Etat

Maire de Sceaux

Ancien combattant (1939-1945)
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre
de l'Economie Nationale
Père de cinq enfants

Electrices,

Electeurs,

Chers Concitoyens,

A notre époque, où les problèmes politiques, économiques et sociaux sont de plus en plus complexes, il faut incontestablement un **Gouvernement fort, stable, efficace** pour faire triompher le bien commun. J'ai toujours été et je reste opposé à un régime d'instabilité et de faiblesse, comme celui que nous avons avant 1958 et qui avait fait de la France « l'homme malade » de l'Europe.

Le Parlement ne doit pas être tout puissant, ni se substituer au Gouvernement. Mais il faut qu'il puisse remplir sa mission indispensable, qui est de défendre les libertés, de faire entendre au Gouvernement la voix du peuple et de veiller à ce que l'action et la gestion des Services publics s'exerce dans l'intérêt du peuple.

Je ne puis admettre aucune compromission avec ceux qui sacrifient la liberté à un utopique égalitarisme, qui prêchent la haine et la lutte des classes et qui préconisent l'instauration d'un régime totalitaire. A l'inverse, je ne puis sacrifier la justice à la liberté. Je suis de ceux qui tiennent à **concilier la justice sociale et la liberté, l'économique et le social, l'initiative privée et la planification.**

Je considère comme essentielles **une juste répartition du revenu national, le relèvement du niveau de vie des travailleurs, des familles et des personnes âgées, la garantie de l'emploi, la construction des logements et la réalisation de tous les équipements sociaux et culturels nécessaires.** Mais je sais aussi que la condition en est **une économie en expansion** et qu'il faut donc favoriser au maximum l'adaptation de nos entreprises industrielles et commerciales aux progrès techniques et à l'élargissement des marchés.

La collaboration confiante des Pouvoirs publics avec les syndicats et les organisations professionnelles m'apparaît comme le meilleur chemin du progrès économique et social.

Une jeunesse nombreuse — c'est particulièrement le cas dans notre circonscription — nous impose des obligations urgentes. La science a ouvert aux hommes des possibilités illimitées. Pour en bénéficier il faut d'abord, **en développant considérablement notre enseignement technique**, préparer les cadres indispensables à notre industrie, à notre commerce, à notre agriculture. Mais le progrès technique risque de mener à la mécanisation de l'homme et à la catastrophe, s'il ne s'accompagne pas d'un développement des valeurs spirituelles et si les générations qui montent ne sont pas saines, instruites et très bien formées. Il faut donc **mettre à la disposition de nos jeunes les écoles, les ateliers, les bourses, ainsi que les équipements pédagogiques, culturels, sportifs et sociaux** dont ils ont besoin pour épanouir leur personnalité. **L'Enseignement** aura une priorité dans mes préoccupations ; et je pense que le problème du personnel enseignant est aussi aigu que ceux des locaux et des programmes.

Mais bon nombre de nos problèmes essentiels ne peuvent plus trouver une solution satisfaisante dans le cadre national. Pour assurer notre indépendance, éviter la sclérose de notre économie et permettre à la France de poursuivre sa mission civilisatrice, il faut réaliser **l'unité de l'Europe** sur une base fédérale et démocratique.

Dans les circonstances actuelles, la solidarité nationale doit jouer en faveur des Français d'Afrique du Nord. Collectivités publiques, organismes privés et citoyens doivent faire leur possible pour atténuer les dures conséquences de la guerre d'Algérie.

Comme Maire de Sceaux, je connais bien **les problèmes particuliers de la Région parisienne et de la circonscription** : l'inégalité choquante entre les communes au point de vue du montant des impôts locaux ainsi que des équipements sociaux et culturels, la dramatique pénurie de logements, l'insuffisance des transports, la mauvaise qualité de l'eau potable, la pollution de l'air, le bruit, une circulation de plus en plus difficile, etc. Une politique énergique de décentralisation et d'aménagement doit redonner à la Capitale de la France et à sa banlieue un visage plus humain.

La vie politique française risque d'entrer dans une phase difficile. Pour éviter le chaos, pour que la France prenne part à la construction du monde de demain, il importe que tous les Français de bonne volonté surmontent leurs divisions et sachent s'entendre sur l'essentiel.

Voilà dans quel esprit, chères Concitoyennes et chers Concitoyens, j'accomplirais ma mission, si vous me chargiez de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Erwin, Georges **GULDNER**

Maitre des Requêtes au Conseil d'Etat

Maire de Sceaux

Candidat d'union pour une démocratie moderne, soutenu par le Mouvement Républicain Populaire, le Centre National des Indépendants et le Centre Démocratique.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean FONTENEAU

Maire - Adjoint de Clamart